

Ecrit par le 11 juin 2026

Une élection peut en cacher une autre



La décision de la dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président de la République, le soir même des élections européennes a fait totalement basculer ces dernières dans le champ de la politique intérieure. On est loin des grands enjeux de l'Union Européenne. Ces élections sont ainsi devenues malgré elles un outil d'une « clarification » de notre échiquier politique national.

« Un échec sanglant pour la majorité présidentielle, un danger pour la démocratie, une chance unique pour l'union de la gauche, une nécessité pour la droite de clarifier son positionnement, l'urgence d'un sursaut républicain, un coup de poker pour Emmanuel Macron »... qu'avons-nous pas entendu au soir des élections européennes le 9 juin ? Mais où est l'Europe dans ce grand déballage ? Que sont devenus les grands chantiers de l'Union Européenne comme la sécurité, la souveraineté, la réindustrialisation ou la transition énergétique ?

[« Peut-on sauver la démocratie? » c'est la question posée aux "Causeries de Châteauneuf-du-Pape"](#)

Ecrit par le 11 juin 2026

Cette élection a pris la forme d'un exutoire de nos tensions politiques et de nos disfonctionnements démocratiques. Pour ne pas dire celle d'un referendum pour ou contre le Président de la République. Le besoin de « clarification politique » était au fond tellement important et les occasions pour les français de s'exprimer si peu nombreuses que ces élections ont été un moyen unique de prendre la parole et d'envoyer des messages. Et avec force. Jamais, depuis 30 ans, des élections européennes n'avaient autant mobilisé les électeurs français (51,83 % de participation). Et rarement une majorité présente n'avait reçu un tel désaveu (85,4 % des suffrages ont voté contre elle). Dans ces conditions, le Président de la République n'avait au fond pas d'autre choix que de dissoudre l'Assemblée Nationale.

Le pari est risqué pour lui, et c'est son affaire. Mais c'est surtout l'occasion pour une majorité de français de renverser la table, eux aussi. Les européennes auront peut être au moins servi à cela, et c'est déjà beaucoup.

La municipalité de Caumont accueille ses nouveaux électeurs



Claude Morel, maire de Caumont-sur-Durance, vient d'accueillir plus d'une trentaine de Caumontois afin de leur remettre leur première carte d'électeur. A l'occasion de cette cérémonie qui s'est tenue en mairie, le maire et les élus de la commune ont ainsi remis en main propre ces premières cartes d'électeur

Ecrit par le 11 juin 2026

mais aussi un livret citoyen.

Une assemblée constituée essentiellement de jeunes devenus majeurs ainsi que de personnes ayant récemment obtenues la nationalité française.

Claude Morel a tenu à rappeler les principes fondamentaux de la République car être citoyen c'est aussi défendre les valeurs : Liberté, Égalité et Fraternité. « Une devise qui donne envie d'aller de l'avant et d'exister en tant que citoyens actifs », affirmera-t-il lors de son discours d'accueil. Le Maire a terminé son discours en invitant largement ces nouveaux électeurs à utiliser et à faire utiliser ce droit de vote ce week-end : « Je vous invite à participer et à faire participer autour de vous afin de faire vivre notre démocratie et à ne pas laisser d'autres s'exprimer à votre place. » Un acte civique important permettant de marquer le passage en tant que citoyen à part entière avec des droits et des devoirs comme tous les autres citoyens français. Notamment, le droit de vote que ces nouveaux électeurs caumontois pourront utiliser dès ce week-end lors des élections européennes.

L.G.

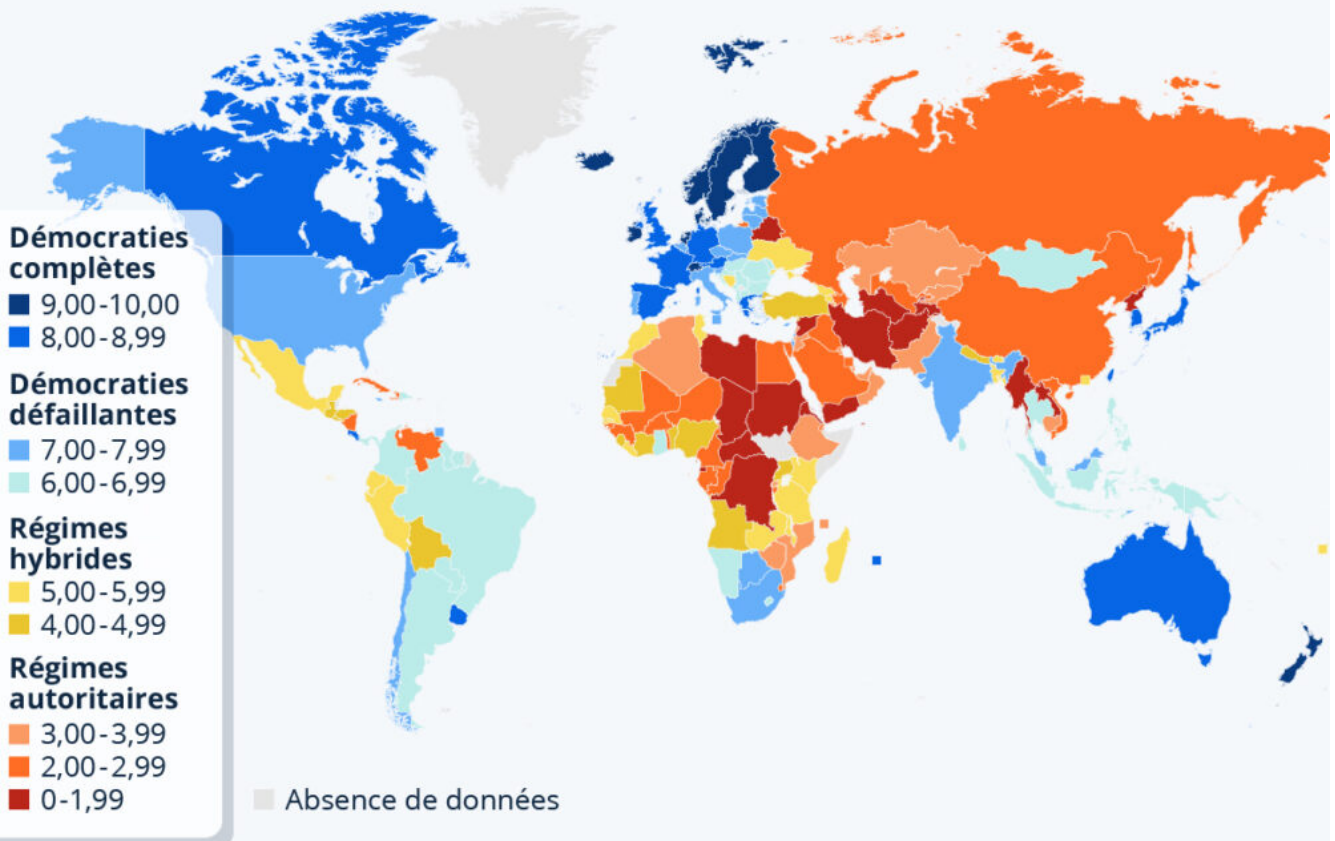


Un état des lieux de la démocratie dans le monde

Ecrit par le 11 juin 2026

La démocratie dans le monde

Pays et territoires classés selon l'indice de démocratie en 2023*



* Sur la base de l'évaluation de 60 indicateurs regroupés en 5 catégories : processus électoral et pluralisme, libertés civiles, fonctionnement du gouvernement, participation et culture politique.

Source : The Economist Intelligence Unit



statista

Chaque année, l'Economist Intelligence Unit publie un [indice de démocratie](#) qui évalue les pays (ou territoires) en fonction de soixante indicateurs couvrant plusieurs domaines, tels que les processus électoraux et le pluralisme, le fonctionnement des gouvernements, les libertés civiles, ou encore la participation et la culture politique des populations. Selon la dernière édition de l'indice publiée en février 2024, les démocraties sont plus que jamais en danger dans le monde, en grande partie à cause

Ecrit par le 11 juin 2026

des guerres et tensions politiques qui affaiblissent les normes démocratiques sur tous les continents.

En 2023, la moyenne mondiale de l'indice de démocratie est tombée à 5,23 sur 10, contre 5,29 en 2022. Il s'agit de son niveau le plus bas depuis la première publication de l'étude en 2006. Actuellement, seuls 24 pays sont classés comme des « démocraties complètes ». Les cinq nations les mieux classées sur la base des indicateurs étudiés sont la Norvège, la Nouvelle-Zélande, l'Islande, la Suède et la Finlande, avec des scores de 9,30 sur 10 ou plus. Après avoir été rétrogradée en « démocratie défailante » en 2020, à cause notamment des restrictions sanitaires liées au Covid-19, la [France](#) est redevenue (de justesse) une « démocratie complète » depuis l'année 2022. Avec un score de 8,07 en 2023, la France se classe au 23e rang à égalité avec l'Espagne.

Le Niger, avec 29 places de perdues (141e rang), le Gabon (-28 places, 146e rang) et le Mali (-18 places, 137e rang) sont les trois pays ayant enregistré les plus fortes chutes au classement l'an dernier. Tous les trois ont connu un [coup d'État militaire](#) récemment (en 2023 pour les deux premiers cités). Le fond du classement regroupe l'[Afghanistan](#), le Myanmar (ex-Birmanie), la Corée du Nord, la République centrafricaine et la Syrie, qui présentent des scores de démocratie inférieurs à 1,50. Il est désormais estimé que près de 40 % de la population mondiale vit sous un régime autoritaire et environ [70 % sous un régime à tendance autocratique](#).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Une page se tourne pour la presse quotidienne régionale dans le Vaucluse

Écrit par le 11 juin 2026



Après la Provence c'est au tour de Vaucluse Matin de s'être mis en grève. Dans les deux cas, il s'agit de s'opposer aux plans d'économie qui visent à supprimer des emplois. Les salariés et journalistes concernés craignent des fermetures pures et simples. Le Vaucluse risque-t-il d'être un territoire sans quotidien d'information ? La question inquiète et mobilise.

Le phénomène n'est pas nouveau et pas spécifique à la presse quotidienne régionale. Pour faire face à la baisse de leurs lectorats et aussi par incidence à leurs revenus publicitaires, les journaux n'ont pas d'autre choix que de tailler à la serpe dans leurs dépenses. Une question de survie. Sauf que réduire les moyens pour produire de l'information rend ses journaux encore moins attractifs. Un vrai cercle vicieux. De plus, les revenus tirés du numérique ne compensent pas aujourd'hui le recul de ceux du papier. En tout cas pas encore. Un vrai casse-tête. Ces journaux sont-ils alors condamnés à n'être que les simples spectateurs de leurs chutes, avec pour seul espoir que les pertes de lecteurs s'arrêtent un jour ?

Comme remettre l'église au milieu du village

On a bien vu qu'avec l'avènement et le développement du numérique de nombreux secteurs économiques ont dû s'adapter pour ne pas disparaître. On ne peut pas dire que la presse quotidienne régionale se soit montrée dans cet exercice le plus offensif de tous les médias. Mais il ne saurait y avoir de fatalité, et nous

Écrit par le 11 juin 2026

avons la conviction que la proximité reste une valeur forte. Nous estimons même que l'information locale a encore un avenir devant elle. Le local est un contrepoint nécessaire à la globalisation de l'info et aux « machins » que sont devenus les réseaux sociaux, avec leurs approximations, leurs amalgames, et leurs fake news. La presse écrite peut être celle qui n'est justement pas dans l'émotion, la réaction. Il y a les chaînes d'info pour cela. Le local, loin d'un parisianisme parfois exaspérant, est un bon prisme pour voir le monde et ses tourments. Comme remettre l'église au milieu du village.

Un recul du pluralisme s'accompagne forcément d'un recul des pratiques démocratiques

La presse locale est également indispensable à la vie des territoires et à la démocratie tout simplement. Un recul du pluralisme s'accompagne forcément d'un recul des pratiques démocratiques. Aux USA, sur les territoires où la presse locale a disparu, les participations aux élections se sont effondrées (elles n'étaient déjà pas importantes), les extrêmes ont pris le dessus et les rapports sociaux et communautaires se sont tendus.

Il est important de soutenir l'existence d'une presse locale et régionale forte, qu'elle soit quotidienne ou hebdomadaire, qu'elle soit papier ou numérique. Notre démocratie et nos territoires le méritent et le nécessitent. C'est une fois qu'elle aura disparu qu'on se rendra compte de son rôle... mais il sera alors trop tard.

[Lire également : "Presse : La Marseillaise de retour en Vaucluse"](#)

Signez la pétition contre le démantèlement de Vaucluse Matin [ICI](#)

Bollène montre l'exemple !

Ecrit par le 11 juin 2026

Dans une période où l'on s'accorde à penser que les élus, une fois leur mandat en poche sont peu enclin à laisser la place à la contradiction ou partager leurs pouvoirs, beaucoup d'édiles font la démonstration inverse. Si à Bollène on consulte pour choisir un logo, on met aussi en place, comme dans d'autres villes, des budgets participatifs. Certes ils restent encore modestes, mais une dynamique est enclenchée et il sera difficile de faire machine arrière.

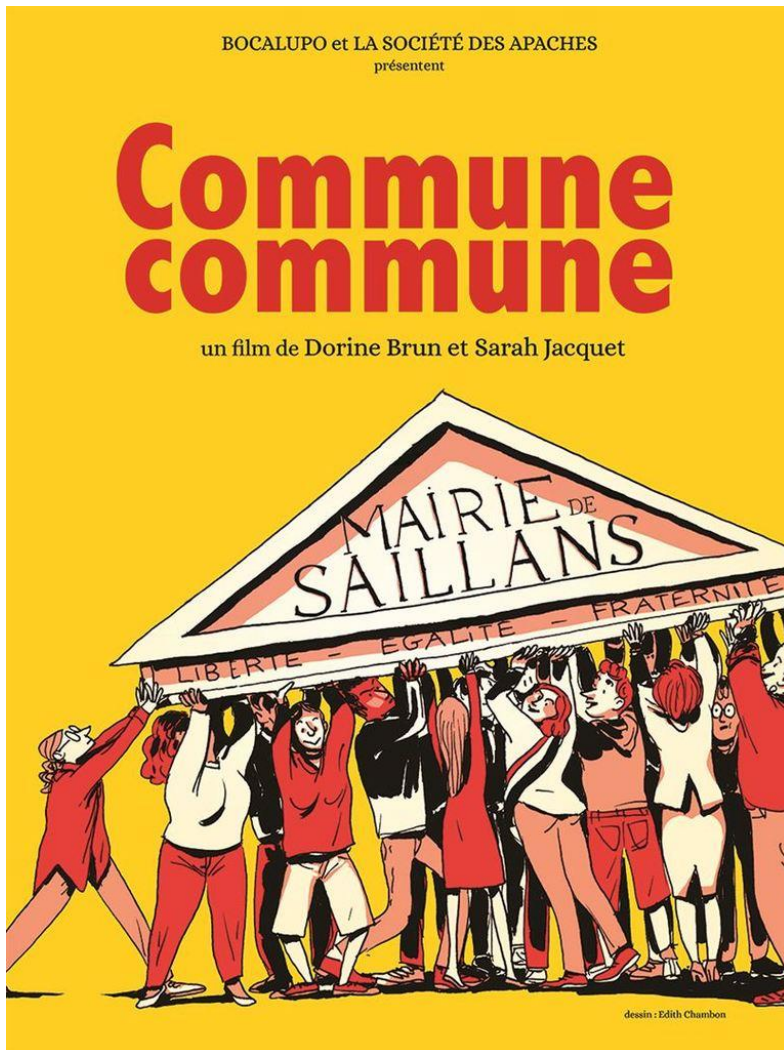
L'avantage de la méthode c'est qu'on ne pourra pas incriminer les élus sur le choix effectué !

[A Cavaillon, où l'on veut réaménager une place, aujourd'hui utilisée comme parking, on invite les habitants à s'exprimer et à se déterminer.](#) Et ici, le choix proposé n'est pas anodin, puisqu'il s'agit de choisir au fond qu'elle place (c'est le cas de le dire) sera accordée à la voiture. Sujet, pour une commune, ô combien sensible. L'avantage de la méthode c'est qu'on ne pourra pas incriminer les élus sur le choix effectué ! Mais, de là à considérer que le peuple pense forcément juste il y a un pas que la raison ne nous autorise pas à franchir. On tombe facilement dans le populisme et ses travers.

Durant tout le mandat plus de 50% de la population a directement été associé à au moins une décision

Un documentaire « [Commune commune](#) » réalisé en 2022, par [Dorine Brun](#) et [Sarah Jacquet](#), retrace l'expérience conduite à Saillans dans la Drôme, un village de 1 300 habitants. L'équipe municipale composée de quelques habitants sans étiquette a été élue, en 2014, avec l'idée d'impliquer au maximum les citoyens dans les décisions communales. Des travaux de voirie, à l'éclairage public, en passant par les rythmes scolaires, l'accueil de migrants ou encore la complexe révision du Plan local d'urbanisme (PLU). Ca n'a pas toujours été simple mais durant tout le mandat plus de 50% de la population a directement été associée à au moins une décision. Un bilan plus que positif. Mais l'expérience de Saillans a malheureusement tourné court. L'équipe municipale n'a pas été renouvelée aux élections municipales de 2020. Elle a perdu la mairie de 18 voix. Cependant, l'expérience s'est poursuivie avec la création d'une coopérative citoyenne. Et la voie est maintenant tracée.

Ecrit par le 11 juin 2026

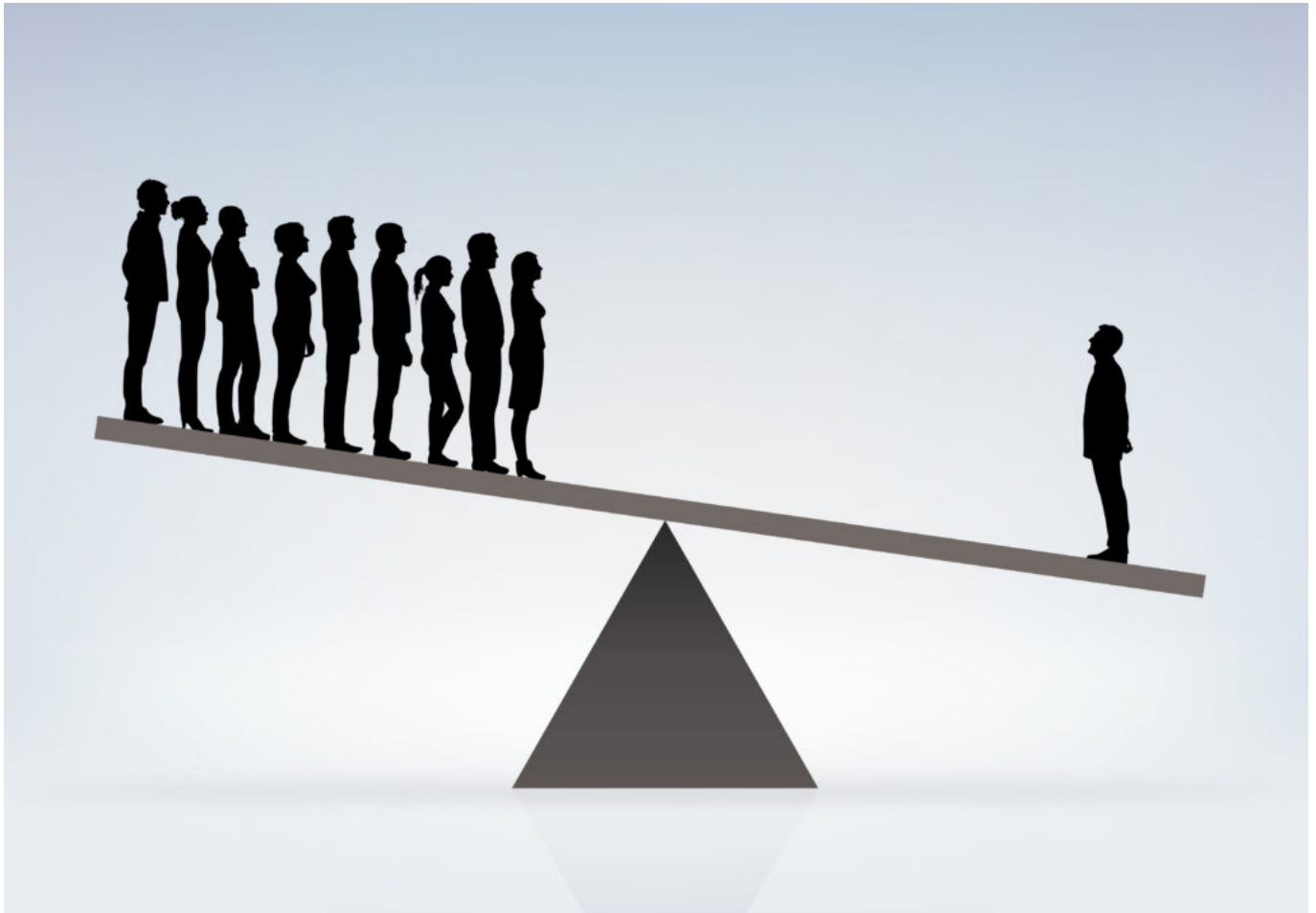


La votation et la démocratie participative sont des démarches pas toujours faciles à mettre en place. Il faut sans doute encore de la pratique avant d'être généralisée et d'arriver au niveau de nos amis helvètes. C'est pourquoi il faut s'y mettre au plus vite. C'est en faisant qu'on apprend dit le dicton populaire.

[Lire également : "Les Bollénois choisissent le nouveau logo de leur commune"](#)

Ecrit par le 11 juin 2026

Un contre tous et tous contre un



Loin de vouloir être impartiale, une chronique est un regard, une interpellation, l'expression d'une opinion, voire l'esquisse d'un sourire dans une actualité pas toujours très drôle. Aujourd'hui, la crise politique que traverse notre pays ne laisse personne indifférent. Je ne porterai pas ici de jugement sur le bienfondé ou la nature même de la réforme des retraites mais plutôt sur la méthode.

A de nombreuses reprises le Président de la République s'est voulu le chantre d'une « nouvelle méthode » de gouvernance plus empathique, plus à l'écoute, plus participative. Il l'a d'abord exprimée dans son livre programme, Révolution, paru en novembre 2016. Un titre qui résonne aujourd'hui étrangement... Ce fut, ensuite, en décembre 2018, la consultation citoyenne organisée par le Conseil Économique Social et Environnemental, en réponse à la crise des gilets jaunes. Après, en avril 2019, nous avons eu la convention citoyenne pour le climat. En septembre 2022, ce fût la création du Conseil

Écrit par le 11 juin 2026

National de la refondation (pardon du peu), un organisme chargé de « construire ensemble l'avenir de la France ». Toutes ces initiatives partent d'une volonté louable mais que sont-elles devenues ? Toutes ces consultations, tous ces débats, toutes ces contributions à quoi ont-ils servis ? A permettre au Président de la République de décider de tout et tout seul ?...

«Toutes ces initiatives partent d'une volonté louable mais que sont-elles devenues ?»

Après la gestion de la crise du Covid 19 qui a donné l'opportunité de l'exercice d'un pouvoir solitaire et autoritaire, la réforme de la retraite nous plonge, aujourd'hui, dans une crise politique grave. Un homme seul, fût-il le premier d'entre nous, peut-il décider contre tous et passer en force ? Un seul homme peut-il ainsi statuer sur l'avenir de millions de personnes et mettre le pays dans un tel chaos ? De quel bois faut-il être constitué pour être insensible à l'avis contraire d'une immense majorité de ses concitoyens, à faire fi de la représentation nationale et encore moins des représentants syndicaux ? On est bien loin d'un des fondements de notre constitution qui dans son article 2 dit que le principe de notre république est : « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

« son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple »

article 2 de la Constitution

Nous sommes de plus en plus nombreux à estimer que cette monarchie présidentielle a vécu. Et que le pouvoir ne doit plus se conquérir mais se partager. C'est la condition pour retrouver une démocratie apaisée, représentative et légitime.

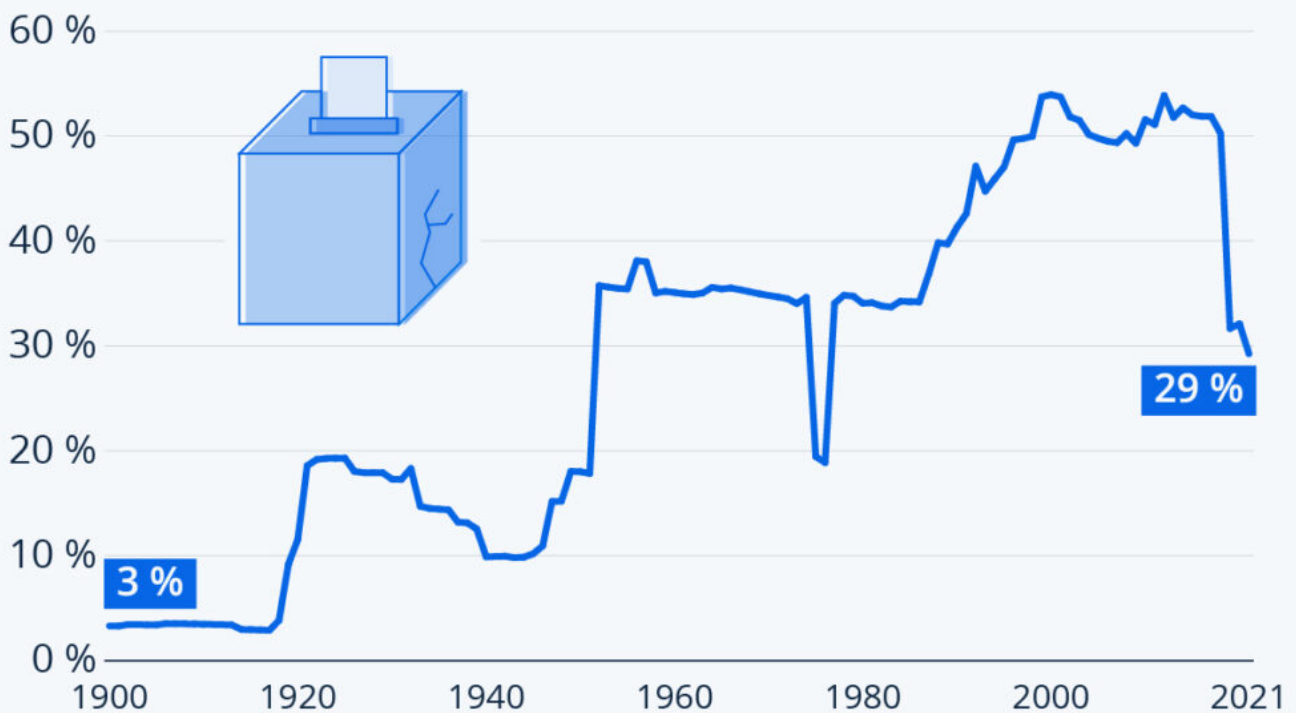
En s'entêtant le Président de la République a réussi à faire évoluer « le non à la réforme des retraites » en « un non à Emmanuel Macron ». Cette translation du mécontentement sera sans doute déterminante pour l'avenir. A minima de précipiter ce système dans les oubliettes de l'histoire et en cela il nous aura rendu service.

Écrit par le 11 juin 2026

Une démocratie fragile

Une démocratie fragile

Part de la population mondiale vivant dans une démocratie (1900-2021) *



* Démocraties "électorales" ou "libérales".

Les classifications des régimes politiques sont basées sur les critères établis par Lührmann et al. (2018) et évalués par l'institut V-Dem.

Source : Our World in Data



statista

L'avènement de la [démocratie](#) constitue l'une des plus grandes conquêtes collectives de l'humanité au

Écrit par le 11 juin 2026

cours du siècle dernier. Elle a permis à une grande partie de la population mondiale de vivre dans une relative liberté et de changer la politique et la société de leur pays. Mais cette expansion a-t-elle atteint son apogée ? Une [analyse](#) compilée par « Our World in Data » montre à quel point la [démocratie peut être fragile](#).

La part de la population mondiale vivant dans une démocratie élective ou libérale a atteint un pic de 54 % en l'an 2000. Comme l'illustre l'infographie ci-dessus, ce taux est passé de 50 % en 2018 à seulement 32 % en 2019. Bien que la fragilité de la démocratie apparaisse à d'autres endroits du graphique, il s'agit de l'exemple le plus dramatique de la période considérée.

La principale cause de cette baisse a été l'Inde et son déclassement par « Freedom House » en « démocratie partiellement libre » et par l'Institut V-Dem de l'université de Göteborg en « démocratie électorale » depuis la victoire de Modi aux élections de 2019. L'institut V-Dem a justifié ce déclassement par la « pression croissante sur les organisations de défense des droits de l'homme, l'intimidation accrue des universitaires et des journalistes et un flot d'attaques fanatiques, y compris des lynchages, visant les musulmans », ce qui entraînerait une « détérioration des droits politiques et des libertés civiles ».

Claire Villiers pour [Statista](#).

Salles cherchent désespérément spectateurs

Ecrit par le 11 juin 2026



Dans la rubrique « ça pourrait aller mieux », particulièrement chargée en ce moment, on pourrait également y ajouter le secteur de la culture. Déjà sérieusement secoué avec la gestion de la crise sanitaire, la culture est aujourd’hui aussi victime du retour de l’inflation, qui impacte sérieusement le pouvoir d’achat. On ne peut que réfléchir à deux fois avant d’aller au cinéma ou au spectacle. Surtout si, pour moins cher, on peut le faire de chez soi. Faut-il s’y

Ecrit par le 11 juin 2026

résigner ?

Le 3 aout dernier, conférence de presse de clôture du festival d'Avignon. Présentation du bilan de l'année 2022. Côté Off, les responsables annoncent un recul de la fréquentation de 10 %. Ce qui en soit n'est pas dramatique. Côté salles obscures la potion est plus amère. Les entrées accusent une baisse de 34%. Un mauvais film.

Pour le spectacle vivant, la situation est plus contrastée avec d'un côté les têtes d'affiches, les stars, qui continuent à faire le plein de spectateurs. De l'autre, les artistes moins en vue qui peinent à remplir leurs salles. C'est un peu comme pour le cinéma il n'y a que les blockbuster qui marchent, laissant ainsi peu ou pas de place à l'ambitieux, au différent, à l'alternatif. Une négation même de ce que devrait être la culture : ouvrir de nouveaux horizons, élargir le champs des possibles, casser les codes... L'expérience culturelle doit savoir s'enrichir de différences, de nouveaux talents. Elle doit surprendre, interroger et nous aider à grandir. Que deviendra-t-elle si elle se standardise, s'homogénéise, se globalise ? On ne peut se résoudre à voir la culture n'être plus qu'un simple bien de consommation.

Lire également : ["56e édition du festival Off d'Avignon, tout sur le bilan"](#)

Osons nous faire du bien

Je fais partie de ces gens qui pensent que la culture et l'éducation devraient, plus que jamais, conduire le destin de ce monde devenu fou. Alors donnons-nous toutes les chances et chacun de notre côté faisons l'effort de retrouver le chemin des salles. Et ici en Provence, l'offre est plus qu'abondante, mais jusqu'à quand ? Les théâtres sont nombreux, les initiatives plurielles, chacun peut y trouver ce qui le fera vibrer. Osons nous faire du bien. C'est un acte limitant. La culture doit être à notre image : diverse et originale avec une bonne dose de folie et d'irrévérence.

Je fais tout à la maison

Si avec la crise sanitaire les restrictions de circulation ont incité à la pratique du « je fais tout à la maison », la flambée actuelle des coûts de la vie pourrait aujourd'hui en généraliser l'utilisation. Soyons vigilent et ne laissons pas le numérique s'accaparer de tout, car en définitive il s'agit de nous, de notre liberté.

Ancien directeur général et directeur de la rédaction de Mirabelle TV (télévision régionale en Lorraine), [Didier Bailleux](#) a été auparavant consultant dans l'audiovisuel et à travaillé sur plusieurs projets : TNT, SVOD, services en ligne, création de TV locales. En tant que directeur marketing, il a participé, dans les années 1990 et 2000, à la création de plusieurs chaînes thématiques : Canal J, Voyage et Pathé-Sport. Aujourd'hui, il vit en Vaucluse et travaille sur la production de documentaires consacrés aux terroirs.

Ecrit par le 11 juin 2026

Grand Avignon : 'recrute citoyens motivés par l'avenir de leur territoire'



Jusqu'au 31 octobre prochain, les habitants des 16 communes du Grand Avignon, qui souhaitent contribuer à l'avenir de leur territoire, sont invités à déposer leur candidature pour rejoindre le futur [Conseil de développement de l'agglomération](#).

Ce conseil aura pour mission de :

- contribuer au suivi et à l'évolution du projet de territoire élaboré et voté en 2021 par les élus de l'Agglomération
- émettre un avis sur les documents de planification intercommunaux
- participer à la réflexion et à l'élaboration des politiques locales de promotion du développement durable.

40 membres voulant contribuer à l'avenir de leur territoire

Ecrit par le 11 juin 2026

« Le Conseil de développement du Grand Avignon sera composé de 40 membres, acteurs locaux et citoyens du territoire, choisis de manière à garantir une représentation plurielle, respectant la parité femmes-hommes, la diversité générationnelle et l'équilibre des territoires de l'intercommunalité », explique le Grand Avignon.

Pour candidater, il faut remplir les conditions suivantes :

- être un citoyen du territoire du Grand Avignon
- être majeur
- être libre de tout mandat électif
- être disponible et volontaire pour contribuer bénévolement aux travaux.

Par ailleurs, il vous faudra communiquer au Grand Avignon votre état-civil (nom, prénom, sexe, date et lieu de naissance), votre profession, vos coordonnées complètes et une lettre de motivation. Envoyez vos candidatures par courrier au siège du Grand Avignon, par mail à codev@grandavignon.fr ou remplissez le formulaire disponible sur le site internet du Grand Avignon.

Plus de renseignements sur le site du Grand Avignon : grandavignon.fr